

QUI PAIERA POUR LA GRECE ?

Lundi dernier, les ministres des finances de l'UE ont encore renforcé la pression exercée sur Athènes en exigeant l'adoption de mesures d'austérité supplémentaires avant toute nouvelle aide financière. Un nouveau plan de rigueur, qui prévoit notamment des privatisations massives, devrait être ratifié par le Parlement grec le 28 juin, permettant ainsi le déblocage de la dernière tranche du prêt de 110 milliards d'euros accordé en 2010.

Or il est désormais évident que cela ne suffira pas à sortir la Grèce de la spirale infernale de l'endettement. De nombreux experts estiment même que la rallonge d'une centaine de milliards qui pourrait être décidée début juillet sera tout aussi inefficace, car assortie des mêmes conditions draconiennes de rééquilibrage budgétaire, à la fois contre-productives (elles tuent la croissance) et totalement irréalistes.

Reste alors l'ultime issue, celle de la restructuration de la dette. C'est, de manière déguisée, ce qu'envisage déjà Berlin en proposant de faire payer les banques européennes, accusées d'avoir prêté à Athènes de manière inconsidérée. Craignant une déstabilisation de l'ensemble du secteur bancaire, Paris met comme condition à un tel dispositif qu'il ne soit pas obligatoire... Quoiqu'il en soit, si restructuration il y a, elle ne sera économiquement et politiquement supportable qu'au prix d'un savant dosage entre contributeurs, qui pourrait s'appuyer, en plus du secteur privé, sur la Banque Centrale Européenne ainsi que sur les riches épargnants grecs eux-mêmes, qui détiennent une bonne part de la dette de leur pays.

Alain MARTY

Centre d'Information Europe Direct
Chambre d'Agriculture d'Auvergne